

# Élections, impôts et responsabilité chrétienne

**Par David Fines**

« Comme ils étaient arrivés à Capharnaüm, ceux qui perçoivent les didrachmes s'avancèrent vers Pierre et lui dirent : "Est-ce que votre maître de paie pas les didrachmes ?" "Si", dit-il. Quand Pierre fut arrivé à la maison, Jésus prenant les devants, lui dit : "Quel est ton avis, Simon ? Les rois de la terre, de qui perçoivent-ils taxes et impôts ? De leurs fils, ou des étrangers ?" Et comme il répondait : "Des étrangers", Jésus lui dit : "Par conséquent, les fils sont libres. Toutefois, pour ne pas causer la chute de ces gens-là, va à la mer, jette l'hameçon, saisis le premier poisson qui mordra, et ouvre-lui la bouche : tu y trouveras un statère. Prends-le et donne-le leur pour moi et pour toi." » (Matthieu 17,24-27, TOB).

## **Contexte**

Des élections fédérales sont dans l'air; pour ce printemps, pour l'automne ? Parmi les questions qui en seront des enjeux, il faut certes compter la sécurité, l'environnement, la situation économique et les impôts. Après avoir baissé deux fois la TPS, après accorder des réductions d'impôts, le gouvernement Harper cherche à diminuer d'avantage les impôts des compagnies sous prétexte que cela va stimuler l'économie. Les autres partis s'y opposent; certains pour que ces sommes servent à réduire la dette, d'autres pour investir dans les programmes sociaux. Quelle pourrait être une réponse chrétienne à cet objectif.

## **Réflexion**

Fondamentalement, l'impôt, tant celui des particuliers que celui prescrit aux compagnies, a pour fonction première de redistribuer les richesses. Sa perception par les gouvernements démocratiques repose sur deux éléments essentiels : la recherche du bien commun et la participation de citoyens d'une collectivité à la production des richesses.

Cependant, il ne fait plus de doute que les sociétés occidentales, tout aussi démocratiques qu'elles soient, souffrent, dans leur gestion de l'impôt, d'un double déséquilibre : elles favorisent l'enrichissement inique d'une minorité privilégiée et elles témoignent d'un profond mépris pour les classes plus pauvres (tout en les entourant d'une commisération sentimentale et parfois même très pieuse). Entre ces deux pôles, il y a les classes moyennes, majoritaires, qui se sentent - à plus d'un titre - étranglées par l'impôt. Un État démocratique soucieux de solidarité et de justice et pas seulement de compétitivité et d'essor économique, a le devoir de trouver un équilibre, le meilleur équilibre possible. Personne, ou tout comme, ne semble être en mesure d'offrir la solution, même imparfaite; surtout pas la droite néolibérale, mais non plus la « gauche », dans la crise de crédibilité provoque défiance et perplexité.

On est trop taxés ! On paie trop d'impôt ! Tout le monde le dit, ce doit donc être vrai ! Ce qui est vrai, c'est que la solidarité et la justice, sauf de rares exceptions, ne sont pas spontanées chez un individu normal.

A-t-on raison de se plaindre ? Il est en tout cas certes indécent de voir les riches et les plus riches se plaindre, de les entendre à la télévision quémander privilèges, exemptions et fiscalité toujours plus élastique, sans les pernicious prétextes de protéger les emplois ou de faire tourner l'économie, - et ça marche ! la preuve en a été faite moult fois - alors que ces grosses fortunes devraient montrer

l'exemple, l'exemple de l'engagement civique et social. Plus on est haut dans la hiérarchie, le pouvoir, la richesse, plus dès lors élevée est notre responsabilité de favoriser le rétablissement de l'équilibre perdu. Comme le rappellera Jésus ailleurs : « Il est plus facile à un chameau de passer par un trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le Royaume de Dieu. » (Mc 10,25) C'est ici que les chrétiens interviennent en assumant leur rôle prophétique qui implique la double tâche de dénonciation (non aux baisses d'impôts) et d'annonce de la grâce (la promesse d'une société plus équitable) : la révolution qui doit avoir court, celle qui rétablira l'équilibre, sera spirituelle ou ne sera pas. Autant dire qu'il faut croire aux miracles ? Oui, assurément à celui qui change les cœurs contre toute attente.

Dans ce péricope du statère trouvé dans un poisson péché par Pierre, Jésus demande à Pierre de payer l'impôt au Temple pour éviter que ceux le perçoivent se retrouvent en fâcheuse position. Le paie-t-il pour le rétablissement de l'équilibre ? Il est du devoir du théologien de dire et redire qu'on ne peut pas aveuglément appliquer les règles de la Bible au monde actuel. Même Jean Calvin, le grand réformateur du 16e siècle, plus féru d'enseignement biblique que quiconque de ses contemporains, prendra le contre-pied du texte biblique qui compare le prêt à l'usure. Cependant, tant l'éthique que notre foi appellent à un engagement sociopolitique, comme une option préférentielle incontournable, en faveur de la justice sociale. De toutes sortes de façons, les chrétiens engagés contribuent d'une manière originale et active à la mise en place du bien commun et à la justice sociale. Mais, à la clef, il y a plus encore. Si nous tirons nos enseignements de la Bible et nous devons en même temps les appliquer dans une société sans Dieu et face à des contraintes économiques d'importance. Ainsi l'impôt, pour les actuels disciples du Christ, sera vu comme une forme légalisée, institutionnalisée, du don dans un but de partage et de rétablissement des richesses.

Je ne souviens plus où j'ai ce court aphorisme lu à propos de l'offrande. « Jusqu'où faut-il donner ? Jusqu'à ce que ça nous fasse plaisir. » L'impôt est notre devoir moral et spirituel contre l'égoïsme et l'individualisme ambiants et la vision à court terme électoraliste de nos gouvernants.

(Ce flash biblique a été fortement inspiré de : Questions à Denis Müller, professeur d'éthique à l'université de Lausanne, par Frédérick Casadesus, dans Réforme no 3393, 25 novembre 2010.)